



Réunion consultative des partenaires relative à la stratégie d'ONU-Femmes à l'hôtel Southern Sun Mayfair, à Nairobi (8 septembre 2017)

ONU-Femmes a présenté aux partenaires régionaux son document stratégique pour la période 2018-2021. Étaient présents des groupes chargés de différents thèmes, y compris : i) Les femmes, la paix et la sécurité et Action humanitaire ; ii) Autonomisation économique des femmes ; iii) Leadership et Gouvernance.

Le document stratégique comprend trois grands volets : i) Veiller à ce qu'aucune femme et aucune fille ne soit laissée pour compte, conformément aux objectifs de développement durable, en particulier l'objectif n° 5 relatif à l'égalité entre les sexes ; ii) Déterminer la contribution de la note stratégique du Bureau régional de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe pour la période 2018-2021 à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et d'autres instruments complémentaires relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de la femme, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing de 1995 et le Protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo) ; iii) Donner effet à l'engagement pris par l'ONU de renforcer son action auprès des initiatives en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme afin d'appuyer leur effet multiplicateur en vue d'une croissance économique durable et inclusive.

Les participants ont recensé les grands partenaires régionaux avec lesquels ONU-Femmes peut collaborer dans le cadre d'initiatives transfrontières, tels que le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs (le « Bureau de l'Envoyé spécial »), le Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le Programme des Nations Unies sur le VIH/sida, la Banque mondiale (Érythrée, Kenya, Ouganda et Rwanda), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est de l'UNESCO et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).